



Protégeons notre planète en disant
STOP
au « bitumage » de notre pays et au massacre de l'environnement
COMMUNIQUE DE PRESSE



**Devons nous laisser nos élus continuer la politique de
« bitumage » de notre pays et de massacre de notre environnement ?**

Alors que notre réseau routier et autoroutier, avec près **d'un million de km**, est **le plus important d'Europe** et couvre déjà **2,5 %** de la surface de notre pays,

Alors qu'il est **aussi long** que ceux de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne réunis,

Alors qu'il est prouvé que le **transport routier** constitue la principale source d'émission de CO2, loin devant l'industrie ou l'énergie et qu'il **est le principal contributeur au réchauffement climatique**,

Alors que la construction de nouvelles routes **augmenterait le trafic et les émissions de gaz à effet de serre** et qu'il est impératif et vital d'y mettre un coup d'arrêt,

**Peut-on sérieusement envisager
de lutter contre le réchauffement climatique
en continuant ainsi la politique du « tout camion » ?**

Le 10 juin 2006, plus de 150 associations et syndicats lançaient un appel à un moratoire autoroutier sur le territoire français. Il fut accompagné et suivi d'importantes mobilisations contre des projets locaux : en Aquitaine contre l'A65, à Strasbourg et à Bordeaux contre les projets de contournement, à Valence contre les projets dans la vallée du Rhône, dans le Nord contre l'A24, à Lyon contre l'A45, au Pays Basque contre la Transnavarraise, dans les Yvelines contre le prolongement de l'A12, etc.

Les associations signataires de cet appel dénonçaient notamment l'incohérence de la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique. On ne peut en effet prétendre s'engager contre ce que les parlementaires ont appelé le 12 avril 2006 le « défi du siècle », et projeter de construire **2500 kilomètres** de nouvelles voies autoroutières.

Les importantes ressources utilisées dans ces projets seraient stérilisées au détriment d'investissements dans des transports alternatifs tels que les transports collectifs urbains et inter urbains, les aménagements cyclables et, pour le fret, le rail (ferro-route et transport combiné), et les voies d'eau.

Le **24 mars prochain**, des dizaines d'associations se mobilisent à nouveau à travers notre pays pour dénoncer les projets locaux de constructions de **voies rapides** ou **tronçons d'autoroutes**, inutiles et portant des atteintes inacceptables à notre environnement et favorisant tous, de manière irresponsable, le « **tout camion** ».

Nous espérons que les prochains élus comprendront l'urgence des mesures à prendre concernant le réchauffement climatique **dont ils sont en grande partie responsables**.

Il est plus que jamais nécessaire que cessent les discours convenus sur le développement durable, démentis par des politiques publiques ne répondant pas aux véritables urgences actuelles et sacrifiant l'avenir au tout routier.

Nous appelons tous les candidats aux prochaines élections présidentielles et législatives à soutenir l'initiative de ces associations et à s'engager à protéger l'environnement et à réduire la production des gaz à effet de serre en **s'opposant** sans plus attendre à tout projet d'infrastructures visant à développer les transports routiers.

**Contacts presse et
coordination nationale :**

Claude Arenales (*Contournement d'Orléans*)
06.80.91.30.48

